

[Text]

ferring jurisdiction constitutionally. It would merely be giving the four governments a mandate to manage that fishery, and, in fact, in the process, simply transferring ownership of FFMC from the federal crown to the four provincial crowns. That sounds like a very simplistic answer, but I have not seen the report for quite a while. I was attempting to look it up prior to coming here, but I discovered that it was in the Archives, and I had never been to the Archives before. But, again, I did not want to get into the specifics of it because I knew that you had been out there and had specifically looked at that fishery, and that your data and your knowledge would be far more up to date and consequently far superior to mine.

Senator Molgat: But that was the direction in which you were looking, at that time?

Mr. McGrath: That's right. That was in 1979.

The Chairman: It should be kept in mind that we saw three different provinces with three different policies, and each thought they were right. So I can understand the question about the conflict that might arise.

Senator Molgat: Without an overriding federal control, I would be worried about where it would end up—if we accept the principle of single desk selling on the American market as being important, and that was the original reason for setting it up. However, since setting it up, the Great Lakes fishery has expanded greatly. I presume that because of the antipollution measures those lakes have become productive again. I do not have the figures before me, but if my recollection is correct, the production volume on the Great Lakes is increasing very rapidly. Was there any consideration given to bringing the Great Lakes and the remainder of the freshwater fishery under the one umbrella?

Mr. McGrath: Yes. That was the intention, although, if my memory serves me correctly, there was resistance from Ontario on that. Again, I am speaking from memory. Certainly I believe that you are talking here about two different fisheries, in a way. The western N.W.T. Fishery has a market quite different from the Great Lakes Fishery—at least, it did. Whether that is compelling enough reason to keep them separate, I am really not in a position to make that judgment.

Senator Molgat: Mr. Chairman, I have some further questions, but I will leave the floor to others.

Senator Bielish: Mr. Chairman, my question concerning freshwater fish marketing and the provinces has already been answered. That was my concern. I believe the minister answered it as far as he could go.

The Chairman: Senator Hays.

Senator Hays: Thank you, Mr. Chairman. This is an excellent presentation this morning. Having listened to this and not being familiar with the fishery, but being familiar with fishermen because I am familiar with farmers, I wonder if you could

[Traduction]

la compétence constitutionnelle en matière de pêches. Il donnerait simplement aux quatre gouvernements l'autorité nécessaire pour administrer ces pêches; en fait, il transférerait simplement la propriété de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce de la Couronne fédérale aux quatre provinces. Cette réponse semble peut-être simpliste, mais il y a longtemps que j'ai lu le rapport. Je voulais le revoir avant de témoigner, mais j'ai découvert qu'il était aux Archives publiques et je n'y suis encore jamais allé. Cela dit, je ne voulais pas entrer dans les détails parce que je savais que vous vous étiez rendus dans ces régions, que vous aviez étudié cette industrie et que vos données et informations étaient beaucoup plus à jour et exactes que les miennes.

Le sénateur Molgat: Mais c'est à cela que vous pensiez, à l'époque, n'est-ce pas?

M. McGrath: C'est exact. C'était en 1979.

Le président: Il convient de se rappeler que nous sommes allés dans trois provinces dont les politiques étaient différentes et dont chacune estimait qu'elle avait raison. Je comprends donc que cela puisse susciter des conflits.

Le sénateur Molgat: Si le gouvernement fédéral n'avait pas une voix prépondérante en la matière, je craindrais pour l'avenir du système, surtout si nous acceptons le principe qu'il est important de vendre sur le marché américain par l'intermédiaire d'un seul office, ce qui est la première raison pour laquelle nous avons créé l'Office. Cependant, depuis sa création, l'industrie de la pêche sur les Grands Lacs a pris beaucoup d'expansion. Je présume que c'est grâce aux mesures de lutte contre la pollution que ces lacs sont redevenus productifs. Je n'ai pas de statistiques sous le main, mais si je me souviens bien, le volume des captures y augmente très rapidement. A-t-on déjà étudié la possibilité de faire relever l'industrie de la pêche sur les Grands Lacs et le reste de l'industrie de la pêche en eau douce d'un seul organisme?

M. McGrath: Oui. J'en avais l'intention, mais, si ma mémoire est fidèle, l'Ontario s'y est opposée. Je répète que vous dis cela de mémoire. Je suis certain que vous parlez actuellement de deux industries différentes. L'industrie de l'ouest des Territoires du Nord-Ouest écoule, ou du moins écoulait, ses produits sur un tout autre marché que celle des Grands Lacs. Je ne suis vraiment pas bien placé pour dire si cette raison est suffisante pour ne pas rationaliser ces deux industries.

Le sénateur Molgat: Monsieur le président, j'aurais encore quelques questions à poser, mais je vais laisser la parole à d'autres.

Le sénateur Bielish: Monsieur le président, la question que je voulais poser au sujet de la commercialisation du poisson d'eau douce dans les provinces a déjà une réponse. C'est de cela que je voulais m'informer, et je crois que le ministre nous a dit tout ce qu'il savait.

Le président: Sénateur Hays.

Le sénateur Hays: Je vous remercie, monsieur le président. Notre séance de ce matin est très intéressante. J'ai entendu le témoignage et si je connais mal les pêches, je connais par contre bien les pêcheurs et les agriculteurs et je me demande si